

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP

16 rue Georges Charpak - PAT La Vatine
B.P. 536
76130 Mont-Saint-Aignan

Références : UBDEO.ERA.2026.03.127.KC
Code AIOT : 0005800809

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP implanté Place de la Gare 27160 Breteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP
- Place de la Gare 27160 Breteuil
- Code AIOT : 0005800809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NATUP ex INTERFACE CEREALES est autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2000 modifié à exploiter un silo de stockage de céréales et de grains sur la commune de Breteuil-sur-Iton. La société NATUP avait transmis par courrier un projet à connaissance en date du 16/05/2022 pour le projet de construction d'un bâtiment d'agrofournitures et de bureaux administratifs.

Lors de la visite précédente du 18/04/2023, les travaux n'avaient pas démarré. L'exploitant annonçait une mise en service en 2024.

L'inspection du 10/03/2026 a été menée par sondage.

Les installations visitées sont : les silos A, B et D, le séchoir à grains, le magasin de stockage pour les engrais solides en vrac, le bâtiment d'agrofournitures et le bâtiment technique.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Installations foudre	AP Complémentaire du 03/02/2010, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Nouveau bâtiment d'agrofournitures - rubrique 4510	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations classées	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 1.2	Sans objet
2	Surveillance de l'exploitation	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.1	Sans objet
3	Formation du personnel	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.2	Sans objet
4	Permis de feu	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.5	Sans objet
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.1	Sans objet
7	Séchoir – Asservissements de sécurité	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.1	Sans objet
8	Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	manutention		
9	Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.3	Sans objet
10	Prévention des risques d'auto-échauffement	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.5	Sans objet
11	Clôture	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1- Vérification des installations foudre

Actualisation ARF et ETF

L'exploitant mettra à jour l'ARF et l'ETF du site suite à la mise en service du bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques **[Délai : 3 mois]**.

2- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le projet d'implantation d'un bâtiment d'agrofournitures sur le site NATUP Breteuil avait fait l'objet d'un Porter à Connaissance (Pac) en date du 16/05/2022. Ce nouveau bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques déjà en fonctionnement est classé à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4510.

Suite à l'avis de l'inspection du 26/08/2022, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est communiqué à l'exploitant.

L'exploitant est tenu de rendre ses commentaires éventuels sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le délai de contradictoire **[délai : 15 jours]**.

3- Bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques

Concernant la vérification des installations électriques de ce bâtiment, l'exploitant justifiera que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail en référence à l'article 2.7 de l'arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 **[délai : 2 mois]**».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Evolution du classement
Prescription contrôlée :
AP du 31/07/2000 modifié, article 1.2 (PAC 08/02/2010) - Code de l'environnement, article R. 512-

Constats :

La société NATUP ex INTERFACE CEREALES est autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2000 modifié à exploiter un silo de stockage de céréales et de grains sur la commune de Breteuil-sur-Iton (rubrique 2160).

Le projet d'implantation d'un bâtiment d'agrofournitures avait fait l'objet d'un Porter à Connaissance (Pac) en date du 16/05/2022. Ce nouveau bâtiment de stockage de produits phytosanitaires est classé à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4510.

Il été mis en service en mai 2024 selon les déclarations de l'exploitant. L'inspection avait transmis un courrier donnant acte en date du 26 août 2022. Suite au courrier de l'inspection du 26/08/2022, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est communiqué à l'exploitant afin d'actualiser la situation administrative de son site.

Consistance des installations

Le site de Breteuil est constitué :

- d'un silo A composé de 8 cellules en béton ouvertes de 400 t chacune, d'un silo B composé de 12 cellules en béton fermées de 200 t chacune, et d'un boisseau de 25 t, d'un silo D composé de 14 cellules métalliques ouvertes de 1 340 chacune, et de 2 boisseaux de 120 t, de deux tours de manutention, l'une associée au silo B et l'autre au silo D ;
- d'un séchoir à grains ; d'un magasin de stockage pour les engrais solides en vrac ;
- d'un magasin de stockage pour les engrais solides conditionnés ;
- d'un bâtiment d'agrofournitures ;
- d'un ancien magasin de stockage de produits agropharmaceutiques, utilisé actuellement comme un bâtiment technique ;
- d'une cuve extérieure d'engrais liquide sur rétention, d'un volume de 100 m³;
- de deux fosses de réception.

Etat des stocks des céréales,engrais et produits phytopharmaceutiques

Concernant la gestion des stocks des produits dangereux pouvant être présents sur le site, l'exploitant indique que le logiciel de gestion des stocks est paramétré pour tenir compte des quantités autorisées/déclarées dans l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2000 modifié.

Il explique qu'en cas de demande d'approvisionnement de produits (produits phytopharmaceutiques,...), le logiciel de commandes émet un message d'alerte en cas de dépassement possible par rapport aux quantités fixées dans l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2000 modifié. Le logiciel de gestion des stocks bloque systématiquement la commande. Aucune commande ne peut donc être déclenchée suite à ce message d'alerte.

L'inspection a consulté l'état des stocks du jour de céréales, d'engrais et de produits phytopharmaceutiques du 10/03/2026 sous format numérique.

Les quantités présentes sur le site étaient conformes aux valeurs autorisées dans l'arrêté préfectoral du du 31 juillet 2000 modifié.

L'exploitant précise que le silo A n'est pas régulièrement utilisé. Le jour de la visite, il ne comportait pas de céréales.

Le personnel du silo suit également le stock des céréales, engrais et produits phytopharmaceutiques pour chaque installation en renseignant leur quantité sur un tableau dans la salle de supervision. Toutefois, l'inspection note que le personnel utilise les termes « silo

<p>métallique» ou « silo plat » pour désigner les silos A, B et D.</p> <p><u>Observation</u> : L'exploitant utilisera préférentiellement les termes silos A,B et D dénommés dans l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2000 modifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de rendre ses commentaires éventuels sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le délai de contradictoire de 15 jours. Il sera ensuite mis à la signature de Monsieur le Préfet de l'Eure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lettre de mission du chef de silo</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel de silo est composé d'un chef de silo secondé par un adjoint de silo qui occupe ce poste depuis octobre 2024.</p> <p>L'exploitant indique que le chef de silo occupe ce poste depuis novembre 2025. Il est employé par la coopérative NATUP, depuis avril 2023.</p> <p>Il a présenté la lettre de mission du chef de silo du 9 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour, renouvelée régulièrement et aussi souvent que nécessaire (suite à un accident ou presque accident...).</p>
<p>Constats :</p> <p>La lettre de mission du chef de silo du 9 juillet 2025 mentionne qu'il a suivi une session de formation sur les risques liés au stockage et à la conservation des grains, le risque incendie/explosion, le risque d'ensevelissement, la prévention et la conduite à tenir en cas d'incendie et les moyens de secours.</p> <p>L'exploitant a présenté le certificat de réalisation de cette session de formation en date du 6 mars 2024, son attestation de formation d'Equipier de Première Intervention, du 16/12/2025.</p>

<p>L'exploitant précise que l'adjoint du chef de silo occupe ce poste depuis octobre 2024.</p> <p>Il a présenté son certificat de réalisation du 16/05/2023 relatif à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (IEP) et son attestation de formation d'Equipier de Première Intervention, du 16/12/2025.</p> <p>L'inspection a également consulté le certificat individuel professionnel de produits phytopharmaceutiques du chef de silo du 29/05/2025 valide jusqu'au 29/05/2030 et celui de son adjoint de silo du 09/06/2023 en cours de validité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Permis de feu

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p> <p>Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, - La durée de validité, - La nature des dangers, - Le type de matériel pouvant être utilisé, - Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, mise en sécurité d'installations proches, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.), - Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. <p>En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté par sondage les permis de feu délivrés lors des travaux par points chauds jusqu'en 2026.</p> <p>Les permis de feu consultés sont correctement renseignés et mentionnent une ronde de 2 heures à mener à l'issue du travail de chaque travail par points chauds.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Vérification des installations électriques</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, - les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de vérification annuelle des installations électriques du 03/03/2025 et du 04/03/2024 pour les bâtiments B, D et J ne mentionnent pas d'observations. Une vérification complète des installations électriques a été réalisée le 03/03/2025 et 04/03/2024.</p> <p>Un compte-rendu de vérification Q18 a été délivré suite à ces visites du 03/03/2025 et du 04/03/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations foudre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2010, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de vérification des installations foudre du 18/03/2024 et du 19/03/2025 (vérifications complètes) concluent que l'installation de protection contre la foudre satisfait aux évolutions du site mais que le dossier technique n'a pas été mis à jour selon l'article 17 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la</p>

protection de l'environnement soumises à autorisation modifié.

Cette observation portant sur l'Analyse du Risque Foudre (ARF) à mettre à jour suivant les dispositions de l'arrêté du 04/10/20210 modifié suite à l'implantation du bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques et des engrais a été signalée pour la première fois lors du contrôle du 18/03/2024.

Cette observation est considérée comme un écart documentaire ou organisationnel ne concernant pas directement la sécurité des personnes ou un écart technique dont la correction peut être faite qu'à moyen terme.

Observations : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé l'ARF et l'Etude Technique Foudre (ETF) au jour de la visite. Mais, il a présenté le bon de commande pour cette ARF validé en date du 24/02/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Actualisation ARF et ETF

L'exploitant mettra à jour l'ARF et l'ETF du site suite à la mise en service du bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques [**Délai : 3 mois**].

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Séchoir – Asservissements de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes pour le séchoir de grains et les installations annexes :

- Un nettoyage complet et approfondi est réalisé après chaque campagne céréalière,
- Un nettoyage est effectué chaque fois que nécessaire pendant la campagne céréalière,
- le nettoyage circonstancié des grains doit être accompli en amont de leur introduction dans le séchoir,
- Un capteur « manque de grains » d'une technologie adaptée et dûment fonctionnel doit contrôler le bon remplissage du séchoir. Son déclenchement à un seul dûment choisi doit entraîner automatiquement l'arrêt des brûleurs et l'extraction du grain,
- la température de l'air chaud doit être maîtrisée par une sonde de température positionnée dans l'air chaud et qui est reliée à un détecteur de seuil (dûment choisi) et par des sondes de température disposées dans les couloirs d'air usé. Le dépassement des seuils dûment préétablis doit entraîner automatiquement l'arrêt général du séchoir, la mise en action d'un signal sonore audible du personnel et la fermeture des volets d'air.

Un asservissement automatique de l'arrêt général du séchoir, à l'arrêt de son alimentation en gaz, est mis en œuvre.

Une procédure spécifique connue du personnel habilité à la conduite du séchoir doit être appliquée et affichée à proximité du séchoir. Elle doit comporter le mode opératoire de son fonctionnement et la conduite à tenir en cas de survenance d'un incident/accident.

La canalisation d'alimentation du séchoir doit être repérée et protégée des heurts de véhicules. Son bon état (absence de corrosion, de chocs, ...) doit être vérifié aussi souvent que nécessaire. La

vanne manuelle de fermeture de cette canalisation doit être repérée et dûment fonctionnelle.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les asservissements de sécurité du séchoir sont contrôlés avant chaque année, avant la moisson.</p> <p>Dans ce cadre, il a présenté le dernier rapport de contrôle et maintenance du séchoir du 11 février 2025.</p> <p>Les opérations de contrôle et de maintenance portent sur l'état des vannes, le réglage du pressostat, la détection flamme, le programme de démarrage du brûleur, les sondes.</p> <p>Ce rapport de contrôle du séchoir du 11 février 2025 n'a pas l'objet de commentaires.</p> <p>L'exploitant indique que le prochain contrôle est programmé, le 11/03/2026.</p> <p><u>Visite des installations</u></p> <p>Le séchoir est équipé d'un capteur "manque de grains" situé en haut du séchoir d'après les déclarations de l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté l'existence de ce capteur signalé au niveau de l'automate de pilotage du séchoir.</p> <p>Le séchoir est également équipé de vannes d'arrêt gaz identifiées, située à l'intérieur et à l'extérieur du séchoir au niveau du coffret gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le contrôle du séchoir a été effectué le 11 février 2025 par la société CFAI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de manutention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations classées.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède chaque année à une maintenance prédictive pour les équipements de sécurité des appareils de manutention pour les silos A, B et C.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de maintenance prédictive du 18/12/2024 et du 10/12/2025 des silos A, B et C transmis avant la visite du 10/03/2026.</p>

<p>L'exploitant a précisé qu'il établit un plan d'intervention suite aux conclusions du rapport de maintenance prédictive annuelle. Ce rapport de maintenance prédictive classe les constats en fonction des actions à mener selon un degré de priorités. Seuls, les priorités D font l'objet d'un traitement avant la moisson.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant a présenté les travaux de maintenance réalisés avant la moisson en 2025 suite au rapports de maintenance prédictive du 18/12/2024.</p> <p>La fuite d'huile du réducteur E4 signalée en priorité A (en décembre 2025) n'a pas été réparée car elle ne présente pas de risque d'incendie/explosion pour les installations. Le risque principal est la casse du matériel.</p> <p>Les jonctions de sangle sont vérifiées lors de la maintenance prédictive annuelle.</p> <p>Il indique que les actions de maintenance classées D seront traitées avant la moisson de 2026 suite au rapport de maintenance prédictive du 10/12/2025.</p> <p>Le rapport de maintenance prédictive du 10/12/2025 ne fait pas l'objet d'actions de priorité D pour les bâtiments A, B et et C. Les roulements de la vis d'Archimède « vis R1 » ont été changés le 07/01/2026.</p> <p>L'exploitant précise que le suivi des conclusions des rapports de maintenance annuelle prédictive de ses installations sont intégrées à la GMAO du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Nettoyage des installations

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières.</p> <p>Tous les silos ainsi que le bureau d'exploitation du silo D sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant (le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements, et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>En particulier, les locaux électriques (tableau de commandes, local transformateur) font l'objet de nettoyages dûment adaptés.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Des repères peints au sol et judicieusement placés à chaque niveau des installations servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des Installations.</p> <p>En période de collecte, l'exploitant doit Journallement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des Installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir les fréquences de nettoyage.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide de systèmes d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le registre de nettoyage du site.</p> <p>Ce registre de nettoyage mentionne notamment la date, la durée des opérations de nettoyage et la zone de nettoyage..</p> <p>Lors de la visite du 18/04/2023, l'inspection avait relevé un niveau d'empoussièrement important</p>

au niveau de la toiture du silo métallique D et la végétation/mousse sur parois extérieures de ce silo. Le nettoyage avait été jugé insuffisant malgré la procédure en place.

Par courrier du 26/06/2023, l'exploitant s'était engagé à réduire l'accumulation de poussières en toiture et la végétation et la mousse présentes sur parois extérieures de ce silo.

En séance, le 10/03/2026, l'exploitant indique avoir mis en place des actions renforcées de nettoyage suite à la visite du 18/04/2023. Il précise que le silo D a été nettoyé en hauteur durant l'automne 2024.

Il a indiqué avoir installé un aspirateur industriel pour le nettoyage de ses installations. Cet aspirateur est localisé dans le bâtiment technique que l'inspection a constaté dans ce bâtiment. Les filtres du dépoussiéreur ont fait l'objet d'un contrôle visuel et d'un test de colmatage, le 04/06/2025 et 13/02/2026. Le taux de colmatage des filtres à manche mesuré était respectivement de 19 % et 30 %. Le rapport du 13/02/2026 mentionne que les manches des filtres sont à remplacer.

L'exploitant indique que les filtres seront remplacés avant la moisson.

Il déclare également qu'une colonne d'aspiration a été mise en place, en novembre 2025.

Visite des installations

L'inspection a constaté une faible accumulation de la poussière en toiture pour les silos D et B.

Elle a constaté que des travaux de rafraîchissement de peinture et de nettoyage ont été réalisés pour le silo D. L'exploitant indique qu'une petite partie des installations n'a pas encore été repeinte car cela nécessite une coupure électrique des installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées la facture de remplacement des filtres à manches pour le dépoussiéreur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques d'auto-échauffement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Relevé des températures

Prescription contrôlée :

Le relevé de température est périodique (sondes fixes ou non), selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes du silo D reliées au bureau d'exploitation sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation et en particulier en cas de panne de thermométrie.

Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Cette procédure doit être communiquée aux pompiers du SDIS.

Constats :

Le relevé de températures est consigné dans un registre papier ou sous format informatique,

consulté en séance. Le relevé de température des dernières semaines n'avait pas été consigné sous format papier suite à un problème d'impression de l'imprimante du site mais l'exploitant a indiqué que les relevés de température ont été enregistrés sous format numérique. Il a présenté dans ce cadre les derniers relevés de température qui s'affichaient à l'écran.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et panneaux d'interdiction d'accès aux installations
Prescription contrôlée : Le site est clôturé hormis la portion qui longe la ligne de chemin de fer. Des panneaux sont judicieusement placés le long de cette portion de voie visant à interdire l'accès du site. En dehors des périodes de fermeture, les installations sont accessibles après passage par l'accueil. Une signalétique aux entrées du site doit rappeler cette obligation. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à l'installation d'une clôture sur la partie non clôturée du site (côté SNCF).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Nouveau bâtiment d'agrofouritures - rubrique 4510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier Installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits,- les rapports des visites, les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique.
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage les dispositions de l'arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de

l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 (articles 1.4, 2.10, 4.3, 4.7, 5.3).

En séance, l'exploitant rappelle que le bâtiment de stockage de produits phytosanitaires a été mis en service en mai 2024.

Cette nouvelle installation est classée sous la rubrique 4510.2 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

Le jour de la visite, la quantité de produits phytopharmaceutiques stockés d'après l'état des stocks du jour était de 1403 kg ce qui est conforme à la valeur autorisée.

Visite des installations

Les constats sont les suivants :

- affichage des noms de produits et symboles de dangers : Les emballages d'origine comportent le nom des produits et symboles de dangers.
- affichage d'un plan de zonage par groupe de risques (produits dangereux pour l'environnement,...). associé à un code de couleurs, à l'entrée du bâtiment. La liste des produits phytopharmaceutiques est disponible dans le bâtiment.
- affichage des consignes d'intervention et les règles de sécurité liées à l'activité de stockage des produits phytopharmaceutiques.
- Le bâtiment est équipé d'extincteurs, vérifiés en 2024 et 2025 d'après l'étiquette de vérification apposée sur ces extincteurs, de produits inertants (récipient et pelle), de ventelles le long de ce bâtiment.
- la présence d'une rétention déportée associée à ce local de produits phytopharmaceutiques, l'existence de vannes et pompes de refoulement au pied du bassin.
- Ce local dispose à l'intérieur d'un seuil surélevé pour les produits stockés à l'intérieur de ce bâtiment.
- Le jour de la visite, le bâtiment n'était ni équipé de récipients fixes ni de stockage enterré.

Observations: L'exploitant signalera l'emplacement des vannes et pompes de refoulement ainsi que celui du bassin de rétention en précisant le volume de rétention de ce bassin.

Il veillera à maintenir dans le temps l'efficacité des vannes et pompes de refoulement du bassin de rétention en les testant régulièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la vérification des installations électriques de ce bâtiment, l'exploitant justifiera que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail en référence à l'article 2.7 de l'arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

